

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2018

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 17 JUIN 2019

Président

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, Afrique du Sud.

Secrétaire

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japon.

Membres

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscou, Fédération de Russie.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Espagne.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, Chine.
7. N. DIMARCQ, Observatoire de la Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentine.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapour.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre « Institute of Metrology », Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, République de Corée.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italie.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Berne-Wabern, Suisse.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Pays-Bas.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, Royaume-Uni.
17. A. STEELE, Conseil national de recherches Canada (CNRC), Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Brünswick, Allemagne. *Vice-président.*

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2018**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2018
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 4 Stocks et travaux en cours
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créditeurs courants
 - Note 12 Autres produits
 - Note 13 Services généraux
 - Note 14 Autres charges opérationnelles
 - Note 15 Dettes fournisseurs courantes
 - Exécution du budget 2018
3. — Contributions payées en 2018
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2018
5. — Souscriptions payées en 2018
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2018
7. — Budget pour 2019
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2019
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2019
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2018
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

La 26^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) a constitué pour le BIPM l'événement le plus important de 2018. Alors que cette réunion restera dans les mémoires comme la réunion au cours de laquelle les États Membres ont approuvé la redéfinition des unités de base du Système international d'unités, elle a également permis d'examiner certaines questions financières majeures. La CGPM a approuvé une augmentation de la dotation du BIPM de 1 % pour les années 2020 à 2023. Elle a également adopté la Résolution 5 « Sur les contributions arriérées des États Membres et la procédure d'exclusion » selon laquelle le CIPM appliquera l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, s'il y a lieu, et traitera des cas où la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés.

La CGPM a également décidé, en vertu de l'article 6 alinéas 6 à 8 (1921) du Règlement annexé à la Convention du Mètre, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela en raison de sa persistance à ne pas payer ses contributions.

Fin 2018, à la suite de l'accession du Monténégro et de l'Ukraine (tous deux précédemment États Associés à la CGPM) et de l'exclusion du Venezuela, le BIPM comptait 59 États Membres.

Au cours de 2018, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République-Unie de Tanzanie, l'État du Koweït et la République d'Ouzbékistan sont devenus Associés à la CGPM. Au vu de la persistance de la République du Yémen à ne pas payer ses souscriptions et en vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), le Yémen a cessé d'être Associé au début de 2018. Fin 2018, le BIPM comptait 42 États et Entités économiques Associés à la CGPM.

En raison d'une décision prise par le CIPM en octobre 2017 modifiant la base de calcul des souscriptions, le montant total des souscriptions versées par les Associés en 2018 a baissé. Du fait de cette décision, les Associés aux économies les plus faibles ne sont plus soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription après leur première participation aux activités du CIPM MRA. Plus de détails à ce sujet sont disponibles dans les décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21.

Je suis heureux d'annoncer que l'année 2018 a été marquée par une réduction considérable des contributions restant dues qui ont été de 2 024 milliers d'euros (contre 3 253 milliers d'euros en 2017). Il est à noter, en particulier, que seulement 56 687 euros restaient dû au titre de l'année 2017. Ces résultats sont le fruit des améliorations apportées au suivi des contributions restant dues.

Nous présentons de nouveau dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des dépenses d'investissement. L'EBITDA en 2018 s'élève à 1 998 milliers d'euros (ce qui ne révèle aucun changement significatif depuis 2017), ce qui compense pleinement les 1 502 milliers d'euros d'amortissement. En tenant compte de l'ensemble des transactions financières, le résultat net pour 2018 est de 901 milliers d'euros, en augmentation par rapport aux 156 milliers d'euros de 2017.

L'efficacité accrue pour obtenir le versement des contributions explique en grande partie l'augmentation des flux de trésorerie des activités opérationnelles, qui s'élèvent à 2 419 milliers d'euros (505 milliers d'euros en 2017), ainsi que l'augmentation considérable des réserves, qui atteignent 16 529 milliers d'euros (15 149 milliers d'euros en 2017), dont 13 099 milliers d'euros (12 082 milliers d'euros en 2017) mis en réserve mais à des fins non spécifiques.

Ces bons résultats pour 2018 sont le fruit d'un contrôle rigoureux des coûts. En particulier, les dépenses de personnel ont baissé de 368 milliers d'euros par rapport à 2017, du fait principalement de la gestion continue rigoureuse des coûts salariaux qui ont baissé de 123 milliers d'euros (soit 2,6 %) par rapport à 2017. Les coûts salariaux ont réduit de 5,6 % depuis 2012.

Les dépenses ont augmenté dans divers domaines afin de pouvoir exécuter les activités du programme de travail : elles comprennent notamment l'augmentation continue à long terme des indemnités de subsistance du personnel en détachement, qui était de 402 milliers d'euros en 2018 (83 milliers d'euros en 2013), liée au

programme de renforcement des capacités et de transfert des connaissances en métrologie, ainsi que l'implication de scientifiques invités pour accomplir le programme de travail.

Les coûts de fonctionnement ont augmenté de 411 milliers d'euros par rapport à 2017, principalement en raison du coût de la 26^e réunion de la CGPM (176 milliers d'euros) et de la dépense ponctuelle liée au démantèlement d'anciennes sources radioactives (130 milliers d'euros).

Les dépenses d'investissement ont augmenté de 580 milliers d'euros en raison du lancement de deux projets informatiques majeurs et de la réception en 2018 d'un spectromètre de masse commandé en 2017 pour le Département de la chimie.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus dans ce rapport. Le changement le plus significatif concernant la Caisse de retraite est la baisse des passifs, qui s'élèvent à 114 milliers d'euros en 2018 (122 milliers d'euros en 2017). Cela est dû en grande partie à une augmentation du taux d'actualisation utilisé, qui est de 1,6 % (1,3 % en 2017), afin de refléter les conditions du marché. Les actifs ont légèrement baissé, passant de 17 610 milliers d'euros en 2017 à 16 869 milliers d'euros en 2018, du fait de la variation de la valeur des fonds communs de placement et des obligations de la Caisse.

Lors de sa réunion d'octobre 2017, le CIPM a pris des décisions qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018 afin d'assurer la stabilité financière à long terme de la Caisse de retraite. En particulier, les décisions CIPM/106-6 et CIPM/106-7 ont mis en place un gel de l'ajustement des pensions sur le coût de la vie pour 2018 et 2019. Une étude actuarielle de la Caisse de retraite sera réalisée en 2019.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2018

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2018.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2018, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 31 mai 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs non courants			
Bâtiments	3	18 339	18 511
Équipements scientifiques et techniques	3	10 018	10 403
Immobilisations incorporelles	3	669	451
Autres immobilisations	3	1 255	1 369
Contributions des États Membres	5	1 583	1 023
Actifs financiers non courants	8	881	908
Actifs non courants		32 745	32 665
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	4	441	357
Contributions des États Membres	5	2 024	3 253
Souscriptions des Associés	6	348	255
Autres créances	7	601	384
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	16 529	15 149
Actifs courants		19 943	19 397
Total Actifs		52 688	52 063
Actif net			
Résultat de l'exercice		901	157
Variation de juste valeur		(38)	(37)
Autres réserves		31 442	31 285
Actif net		32 305	31 405
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	16 535	17 167
Avances faites par les États Membres	5	1 385	1 385
Passifs non courants		17 920	18 552
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	424	424
Avances faites par les États Membres	5	142	65
Dettes fournisseurs courantes	15	878	619
Autres créditeurs courants	11	1 019	998
Passifs courants		2 463	2 106
Total Passifs		20 383	20 658

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Produits opérationnels			
Contributions	5	12 290	12 178
Souscriptions	6	967	1 116
Autres produits	12	379	539
Total des produits opérationnels		13 636	13 833
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 302	6 652
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	(427)	390
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 550	2 800
Services généraux	13	1 267	1 034
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		856	714
Maintenance des bâtiments		487	441
Autres charges opérationnelles	14	184	194
Total des charges opérationnelles		11 219	12 225
EBITDA		2 417	1 608
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite		1 990	1 998
Amortissement	3	(1 502)	(1 447)
Résultat des activités opérationnelles		915	161
Charges financières		14	4
Résultat des activités ordinaires		901	157
Résultat de l'exercice		901	157

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur	0	(80)	0
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(551)		551
Variation de juste valeur		(27)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	157		
Solde au 31 décembre 2017	157	(37)	31 285
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(157)		157
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	901		
Solde au 31 décembre 2018	901	(38)	31 442

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		13 059	10 359
Souscriptions		800	1 176
Remboursement de TVA		430	557
Autres recettes		430	591
Personnel		(6 420)	(6 897)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 550)	(2 650)
Fournisseurs		(3 327)	(2 628)
Autres dépenses		0	0
Frais financiers		(3)	(3)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		2 419	505
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 029)	(1 281)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	0
Transfert d'actifs financiers		(10)	(50)
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 039)	(1 331)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		15 149	15 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	16 529	15 149

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 59 au 14 novembre 2018, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler au niveau international avec les laboratoires nationaux de métrologie de ses États Membres, les organisations régionales de métrologie, ainsi que ses partenaires stratégiques, et de tirer parti de son statut d'organisation internationale et impartiale pour promouvoir et faire avancer la comparabilité mondiale des mesures pour :

- la découverte et l'innovation scientifique,
- la production industrielle et le commerce international,
- l'amélioration de la qualité de vie et la préservation de l'environnement.

Les objectifs du BIPM, tels que fixés dans la Résolution 3 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) à sa 26^e réunion (2018), sont les suivants :

- représenter la communauté métrologique internationale afin d'en maximiser la reconnaissance et l'impact,
- être un centre de collaboration scientifique et technique entre les États Membres, leur permettant de développer des aptitudes pour les comparaisons internationales de mesure, sur le principe des frais partagés,
- coordonner le système mondial de mesure, en garantissant la comparabilité et la reconnaissance au niveau international des résultats de mesures.

La mission et les objectifs du BIPM sont étayés par son travail dans les domaines suivants :

- le renforcement des capacités, avec pour objectif de parvenir à un équilibre global des aptitudes métrologiques des États Membres,
- le transfert de connaissances, qui permet de garantir que le travail du BIPM a le plus grand impact possible.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2018 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États

Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

En octobre 2017, le CIPM a décidé (Décision CIPM/106-20), lorsqu'il considère s'il est approprié pour un État Associé à la CGPM d'être encouragé à accéder à la Convention du Mètre et devenir État Membre, de prendre en considération, en plus des critères qu'il avait précédemment adoptés, un pourcentage supérieur à 0,02 dans le « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies ».

Lorsque cette décision a été prise, certains États dont le pourcentage était inférieur à 0,02 étaient déjà soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription (six États Associés versaient une souscription augmentée et trois autres devaient voir leur souscription augmenter en 2018). Afin de remédier à cette situation, la Décision CIPM/106-21 a été prise :

« Le CIPM décide qu'un État Associé à la CGPM qui ne remplit pas les critères fixés dans la Décision CIPM/106-20, qui a déjà été encouragé à accéder à la Convention du Mètre et qui par conséquent paye une souscription qui a été augmentée, verra sa souscription réduite au montant minimum fixé pour un État Associé. La réduction entrera en vigueur en 2018 et ne sera pas rétroactive. »

Par conséquent, à compter de 2018, la souscription annuelle de six Associés (la Jamaïque, l'Albanie, la Macédoine, la République de Moldova, la Géorgie et le Paraguay) a été réduite au montant minimum fixé pour un Associé, à savoir 11 980 euros. La souscription annuelle des trois États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre (la Bolivie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine) qui aurait dû être augmentée à compter de 2018 est demeurée au minimum fixé.

Le CIPM a demandé au personnel du BIPM (Décision CIPM/106-22) de travailler avec tout Associé concerné par la Décision CIPM/106-21 et en situation d'arriérés afin de conclure un accord de rééchelonnement. Un tel accord a été conclu avec un État Associé (la Jamaïque) ; il est en cours de mise en œuvre.

Après la mise en œuvre des décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21, la liste actuelle des États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre et versant une souscription augmentée compte dix États (le Bélarus, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, la Lettonie, le Panama, le Viet Nam, l'Estonie, le Pérou et les Philippines).

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les trente ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui sont réévalués tous les douze ans.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation tous les trente ans par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2017, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devait représenter 50% du montant total de la dotation de l'exercice à venir ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service

ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;

- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2017	1 419	20 522	1 045	165	181	1 457	648	485	1 849	27 771	23 081	50 852
Amortissements cumulés	(996)	(11 957)	(759)	(148)	(147)	(1 078)	(374)	0	0	(15 459)	(4 458)	(19 917)
Valeur nette comptable au 01/01/2017	423	8 565	286	17	34	379	275	485	1 849	12 313	18 624	30 937
Acquisitions	79	531	10	0	18	77	13	0	205	933	312	1 245
Cessions – valeurs brutes	0	(45)	(1)	0	0	(3)	0	0	0	(49)	0	(49)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(51)	(747)	(43)	(4)	(10)	(141)	(26)	0	0	(1 022)	(424)	(1 446)
	0	45	1	0	0	3	0	0	0	49	0	49
Valeur nette comptable au 31/12/2017	451	8 349	253	12	42	314	262	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Valeur brute au 01/01/2018	1 498	21 009	1 054	165	200	1 530	661	485	2 055	28 657	23 393	52 050
Amortissements cumulés	(1 047)	(12 660)	(801)	(153)	(157)	(1 216)	(399)	0	0	(16 433)	(4 882)	(21 315)
Valeur nette comptable au 01/01/2018	451	8 349	253	12	42	314	262	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Acquisitions	277	940	12	0	16	76	12	0	204	1 537	270	1 807
Cessions – valeurs brutes	(64)	(1 120)	(40)	(54)	(104)	(659)	(21)	0	(584)	(2 646)	0	(2 646)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(59)	(775)	(45)	(4)	(10)	(141)	(26)	0	0	(1 060)	(442)	(1 502)
	64	949	39	54	104	657	19	0	0	1 886	0	1 886
Valeur nette comptable au 31/12/2018	669	8 343	219	8	48	247	246	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Valeur brute au 31/12/2018	1 711	20 829	1 026	111	112	947	652	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Amortissements cumulés	(1 042)	(12 486)	(807)	(103)	(63)	(700)	(406)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)

Un inventaire des biens non historiques du BIPM a été réalisé au 31 décembre 2018. Il a conduit à la mise au rebut d'une partie des immobilisations. Certains biens n'étant pas totalement amortis au 31 décembre 2018, cet inventaire a un impact négatif de 175 milliers d'euros sur la performance financière de l'année 2018.

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Depuis 2016, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 184 milliers d'euros en 2017 et à 166 milliers d'euros en 2018.

Le 14 novembre 2014, le BIPM a inauguré un nouveau laboratoire de chimie résultant d'un accord de collaboration avec le NMIJ/AIST (Japon). La pièce centrale de ce nouveau laboratoire est un instrument NMR 400 MHz donné au BIPM par Jeol France, évalué à 220 milliers d'euros.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2018, de 21 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 1 345 milliers d'euros au 31 décembre 2017 et 1 511 au 31 décembre 2018.

Bâtiments

En 2018, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la migration du système de détection d'incendie avec remplacement de toute la partie détection et rajout de déclencheurs manuels dans chaque bâtiment,
- la création d'un espace d'exposition pour les instruments historiques du BIPM au Pavillon du Mail,
- l'aménagement d'un espace cafétéria au Pavillon de Breteuil,
- le remplacement des pavés devant le Nouveau Pavillon,
- et la réfection du quai de livraison devant l'Observatoire.

En 2017, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la création de nouveaux bureaux et laboratoires dans le bâtiment de l'Observatoire pour les travaux de recherche,
- le remplacement des pavés des allées du site du BIPM,
- le remplacement du système de climatisation dans une partie du bâtiment Marie Curie,
- et la rénovation du hall d'entrée du Pavillon du Mail.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments se sont élevés à 102 milliers d'euros en 2014.

Note 4 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	233	232
Accessoires pour prototypes	18	21
Travaux en cours	190	105
Autres	0	0
Total des stocks et travaux en cours	441	358

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2018	2017
Au 1^{er} janvier	358	213
Mouvement de l'exercice	84	145
Au 31 décembre	441	358

En 2017, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2017, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2017 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Note 5 Contributions des États Membres

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Contributions	12 290	12 178
Total	12 290	12 178

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2018 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2018 car le Monténégro et l'Ukraine sont devenus États Membres respectivement le 28 mars 2018 et le 17 octobre 2018. Ces États étaient des États Associés à la CGPM jusqu'en 2017.

Le montant total des contributions comptabilisé en 2017 était équivalent à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2017.

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2017	31 décembre 2017	31 décembre 2017 Total	31 décembre 2017 Total
(en milliers d'euros)	(part non courante)	(part courante)	Valeur actualisée	Valeur nominale
République islamique d'Iran	1 023	77	1 101	1 101
Autres États Membres		3 176	3 176	3 176
Total des Contributions des États Membres	1 023	3 253	4 277	4 277

	31 décembre 2018	31 décembre 2018	31 décembre 2018 Total	31 décembre 2018 Total
(en milliers d'euros)	(part non courante)	(part courante)	Valeur actualisée	Valeur nominale
République islamique d'Iran	1 023	66	1 089	1 089
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres		1 958	1 958	1 958
Total des Contributions des États Membres	1 583	2 024	3 607	3 607

Le total des Contributions restant dues est le suivant :

Contributions des autres États Membres (part courante)	2 024
Répartition de la contribution 2016 de la République bolivarienne du Venezuela	18
Versement du Cameroun en 2014 alors que le pays avait été exclu	14
Contributions restant dues	2 056

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2017 (part non courante)	31 décembre 2017 (part courante)	31 décembre 2017 Total Valeur actualisée	31 décembre 2017 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		65	65	65
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	65	1 450	1 450

	31 décembre 2018 (part non courante)	31 décembre 2018 (part courante)	31 décembre 2018 Total Valeur actualisée	31 décembre 2018 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		142	142	142
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	142	1 526	1 526

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014), à la République islamique d'Iran et à la République Bolivarienne du Venezuela.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26^e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Lors de sa 26^e réunion en 2018, la CGPM a décidé, le 14 novembre 2018, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela :

- la CGPM prend note de la recommandation du CIPM formulée dans la Décision CIPM/107-05 de juin 2018. La CGPM entérine cette recommandation et décide, au vu de la persistance de l'État à ne pas exécuter ses obligations financières, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela en tant qu'État Partie à la Convention du Mètre avec effet immédiat.

Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Souscriptions des Associés	967	1 116

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2018 est inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2018. Le Koweït et l'Ouzbékistan sont respectivement devenus Associés à la CGPM le 23 mars 2018 et le 13 juillet 2018. Le Monténégro et l'Ukraine sont devenus États Membres et ne sont donc plus des États Associés à la CGPM en 2018. Le Yémen a été exclu au 1^{er} janvier 2018 et cette exclusion lui a été notifiée en date du 17 mai 2017.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2017 était équivalent à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2017.

À l'actif, le détail des Souscriptions des États et Entités économiques associées restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2017 (part non courante)	31 décembre 2017 (part courante)	31 décembre 2017 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	255	255
Total des Souscriptions des États Associés	0	255	255

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018 (part non courante)	31 décembre 2018 (part courante)	31 décembre 2018 Total Valeur nominale
Autres États Associés		348	348
Total des Souscriptions des États Associés	0	348	348

Le total des Souscriptions restant dues est le suivant :

Souscriptions des autres États Associés (part courante)	348
Versement du Paraguay à titre d'avance sur Contribution future (part non courante)	17
Souscriptions restant dues	367

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Créance de TVA	392	222
Charges constatées d'avance	193	146
Autres créances	16	16
Total des Autres créances	601	384

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Créances CPS	50	71
Obligations (part courante)	0	0
Obligations (part non courante)	831	837
Total	881	908

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total 31 décembre 2018
Trésorerie	974	806	71	0	1 851
Équivalents de trésorerie	14 588	90		0	14 678
Total	15 562	896	71	0	16 529

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total 31 décembre 2017
Trésorerie	642	729	90	1	1 462
Équivalents de trésorerie	13 596	91		0	13 687
Total	14 238	820	90	1	15 149

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	392	398
Factures non parvenues au 31 décembre	144	169
Fournisseurs à payer	878	619
Dettes - Prestations liées au personnel	420	405
Créditeurs divers	258	199
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	678	580
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	81	118
Paiement de la République islamique d'Iran – montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement	337	337
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	0	0
Fonds de Réserve	8 265	7 575
Fonds non réservés (ex-Fond d'Investissement)	4 834	4 507
Total	16 529	15 149

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2018	2017
Traitements	4 606	4 729
Allocations familiales et sociales	1 114	1 419
Charges sociales	346	357
Charges de personnel courantes	6 066	6 505
Production immobilisée de l'exercice	(166)	(184)
Charges de personnel opérationnelles	5 900	6 321
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	402	331
Variation de la provision pour assurance maladie	(441)	383
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	13	7
Total des charges de personnel	5 874	7 042

Effectifs

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	65	65
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	7	6
Personnel en détachement au BIPM	9	8
Total des effectifs	81	79

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 550 milliers d'euros en 2018 et 2 800 milliers d'euros en 2017.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Provision pour congés annuels	392	398
Provision pour indemnité de départ à la retraite	4	18
Autres avantages du personnel courants	28	8
Total des avantages du personnel courants	424	424

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Provision pour indemnité de départ à la retraite	300	303
Provision pour assurance maladie	16 235	16 864
Total des avantages du personnel non courants	16 535	17 167

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2009. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	16 235	16 864
Provision pour assurance maladie	16 235	16 864

Dans l'État de la performance financière

Coût des services rendus	701	665
Intérêts sur l'obligation	215	212
(Gains) pertes actuariels	(1 357)	(494)
Variation de la provision pour assurance maladie	(441)	383

Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)

Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,6 %	1,3 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,43 %	2,43 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	21 021	12 696

Note 11 Autres créditeurs courants

Le détail des Autres créditeurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	678	577
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	81	118
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	260	303
Total des Autres créditeurs courants	1 019	998

Note 12 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	143	126
Produits d'intérêt	16	19
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	0	0
Dons	165	284
Frais d'inscription réunions	5	34
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Vente de prototypes	19	56
Désactualisation financière	0	0
Produits d'écart de change	6	4
Autres	25	16
Total des autres produits	379	539

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

Aucune contribution d'entrée n'a été notifiée en 2017 pour les nouveaux États Membres.

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2017 et en 2018 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 52 milliers d'euros et 45 milliers d'euros respectivement.

En 2018, il a en complément perçu un don de 54 milliers d'euros de la part du NPL (Royaume-Uni) dans le cadre du programme Clean Air CBKT. Dans le cadre de ce même programme, il a perçu un don de 30 milliers d'euros de la part de METAS (Suisse).

Enfin il a aussi perçu en 2018 un don de 41 milliers d'euros (30 750 pour 2018 et 10 250 pour 2019) de la part du AQSIQ (Chine) dans le cadre d'un détachement d'un membre du personnel du NIM (Chine).

Vente de prototypes

Le BIPM a livré 1 prototype au NPSL (Pakistan) en 2018. Ce prototype avait été partiellement payé avant 2018.

Note 13 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	283	291
Assurances	42	39
Publications	68	6
Frais de bureau	144	136
Frais de réunions	364	170
Capacity Building Knowledge Transfer Program	31	105
Voyages et transport de matériel	261	190
Bibliothèque	29	43
Bureau du Comité	45	54
Total des services généraux	1 267	1 034

En 2018, les frais de réunions ont été plus élevés qu'en 2017. Le nombre de jours de réunion est passé de 138 en 2017 pour un total de 3 072 participants à 93 en 2018 pour un total de 2 197 participants. L'augmentation des frais de réunion s'explique notamment par la tenue de la 26^e réunion de Conférence générale des poids et mesures en novembre 2018.

Note 14 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	(84)	(144)
Platine iridié	0	111
Audit/revue	46	177
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Désactualisation financière	0	0
Charges d'écarts de change	10	48
Valeur nette des immobilisations mises au rebut ou cédées	175	
Autres	37	2
Total des autres charges opérationnelles	184	194

Note 15 Dettes fournisseurs courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Fournisseurs français	843	633
Fournisseurs étrangers	35	(14)
Total des Dettes fournisseurs	878	619

Les factures des fournisseurs sont enregistrées à leur date d'émission et concernent tous les fournisseurs autres que les employés du BIPM.

Les montants négatifs correspondent à des avoirs qui devront être remboursés au BIPM par les fournisseurs ou à des acomptes versés en 2018 sur des livraisons ou des prestations qui auront lieu en 2019.

EXÉCUTION DU BUDGET 2018

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2018	Budget 2018	Différence
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 290	12 095	195
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	967	1 105	(138)
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	22	240	(218)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	213	250	(37)
5. <i>Metrologia</i>	143	120	23
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 635	13 810	(175)
CHARGES/EXPENSES			
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	6 473	7 090	(617)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	303	300	3
	6 776	7 390	(614)
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 550	2 550	
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>		900	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	283		
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	42		
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	68		
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	144		
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	364		
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	261		
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	29		
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	45		
	1 236	900	336
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	611	660	(49)
D.2 Investissement / <i>Capital</i>	790	880	(90)
	1 401	1 540	(139)
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	184	150	34
E.2 Investissement / <i>Capital</i>	295	660	(365)
	479	810	(331)
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	332	280	52
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 774	13 470	(696)
RESULTAT NET/NET RESULT	861	340	521

Le budget de l'année 2018 a été voté par le CIPM en octobre 2017. Il incluait un total de dépenses pour 2018 d'un montant de 13 470 milliers d'euros et un total de produits de 13 810 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2018 fait ressortir un résultat net de 861 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2018 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2016	2017	2018	2019
Afrique du Sud / South Africa	25/05/2018			56 687	
Allemagne / Germany	30/07/2018			908 035	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	19/01/2018		201 311		
Arabie saoudite / Saudi Arabia	24/04/2018			162 855	
Argentine / Argentina	11/01/2018		191 036		
Australie / Australia	14/02/2018			332 145	
Autriche / Austria	18/12/2018				101 641
Belgique / Belgium	10/04/2018			125 780	
Brésil / Brazil	15/06/2018	418 609			
Brésil / Brazil	27/07/2018		664 071		
Bulgarie / Bulgaria	20/04/2018			56 687	
Canada	24/01/2018			415 146	
Chili / Chile	27/04/2018			56 708	
Chine / China	20/11/2018			1 125 670	
Colombie / Colombia	02/05/2018			56 687	
Croatie / Croatia	18/01/2018		56 687		
Croatie / Croatia	01/08/2018			56 687	
Danemark / Denmark	07/05/2018			83 001	
Égypte / Egypt					
Espagne / Spain	18/06/2018			347 211	
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/01/2018		717 301		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/10/2018		79 700		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/10/2018			341 572	
Fédération de Russie / Russian Federation	14/03/2018			200 500	
Finlande / Finland	05/01/2018			64 809	
France	12/03/2018			690 584	
Grèce / Greece	20/03/2018			66 941	
Hongrie / Hungary	06/04/2018			56 687	
Inde / India	20/03/2018			104 746	
Indonésie / Indonesia	21/08/2018			71 631	
Irak / Iraq	29/11/2018			27 732	
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	28/02/2018		77 125		
Irlande / Ireland	06/02/2018			56 687	
Irlande / Ireland	27/12/2018				56 306
Israël / Israel	08/05/2018			61 114	
Italie / Italy	25/05/2018			532 683	
Japon / Japan	13/04/2018			1 138 573	
Kazakhstan	09/04/2018			56 687	
Kenya	06/03/2018			56 687	
Malaisie / Malaysia	11/07/2018			56 687	
Mexique / Mexico	23/10/2018		143 608		
Mexique / Mexico	23/10/2018			203 949	
Norvège / Norway	27/12/2018				119 852
Nouvelle-Zélande / New Zealand	13/03/2018			56 687	
Pakistan	19/03/2018	56 222			
Pakistan	12/12/2018		56 592		
Pays-Bas / The Netherlands	07/03/2018			210 629	
Pologne / Poland	28/12/2018				118 723
Portugal	19/12/2018				56 306
République de Corée / Republic of Korea	16/04/2018		29 291		
République de Corée / Republic of Korea	16/04/2018			260 501	
République tchèque / Czech Republic	29/01/2018			56 687	
Roumanie / Romania	15/03/2018			56 687	
Royaume-Uni / United Kingdom	22/08/2018			634 303	
Serbie / Serbia	05/02/2018			56 687	
Singapour / Singapore	14/02/2018			63 530	
Slovaquie / Slovakia	31/12/2018				56 306
Suède / Sweden	13/03/2018			135 871	
Suisse / Switzerland	02/02/2018			162 022	
Thaïlande / Thailand	15/02/2018			56 687	
Tunisie / Tunisia					
Turquie / Turkey	23/07/2018			144 683	
Uruguay	09/02/2018	56 306			
Uruguay	17/12/2018		56 687		
Venezuela (Rép. boliv. du) / Venezuela (Boliv. Rep. of)					
Total		531 137	2 273 409	9 466 541	509 134

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania	28/12/2018				56 306
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	29/05/2018			85 266	
Slovénie / Slovenia	01/02/2018			28 000	
Slovénie / Slovenia	17/12/2018				56 306
Monténégro / Montenegro	28/03/2018			16 326	
Monténégro / Montenegro	17/12/2018				56 306
Ukraine	16/04/2018			50 675	
Ukraine	17/10/2018			5 631	

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2018 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2017	2018	DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
Afrique du Sud / South Africa			25/05/2018
Allemagne / Germany			30/07/2018
Arabie saoudite / Saudi Arabia			24/04/2018
Argentine / Argentina		126 775	11/01/2018
Australie / Australia			14/02/2018
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			10/04/2018
Brésil / Brazil		543 343	27/07/2018
Bulgarie / Bulgaria			20/04/2018
Canada			24/01/2018
Chili / Chile			27/04/2018
Chine / China			20/11/2018
Colombie			02/05/2018
Croatie / Croatia			01/08/2018
Danemark / Denmark			07/05/2018
Égypte / Egypt		56 687	
Espagne / Spain			18/06/2018
États-Unis d'Amérique / United States of America		797 001	03/01/2019
Fédération de Russie / Russian Federation		238 381	14/03/2018
Finlande / Finland			05/01/2018
France			12/03/2018
Grèce / Greece			20/03/2018
Hongrie / Hungary			06/04/2018
Inde / India			20/03/2018
Indonésie / Indonesia			21/08/2018
Irak / Iraq		28 955	29/11/2018
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)		66 941	28/02/2018
Irlande / Ireland			06/02/2018
Israël / Israel			08/05/2018
Italie / Italy			25/05/2018
Japon / Japan			13/04/2018
Kazakhstan			09/04/2018
Kenya			06/03/2018
Malaisie / Malaysia			11/07/2018
Mexique / Mexico			23/10/2018
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand			13/03/2018
Pakistan		56 687	12/12/2018
Pays-Bas / Netherlands			07/03/2018
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea		29 291	16/04/2018
République tchèque / Czech Republic			29/01/2018
Roumanie / Romania			15/03/2018
Royaume-Uni / United Kingdom			22/08/2018
Serbie / Serbia			05/02/2018
Singapour / Singapore			14/02/2018
Slovaquie / Slovakia			
Suède / Sweden			13/03/2018
Suisse / Switzerland			02/02/2018
Thaïlande / Thailand			15/02/2018
Tunisie / Tunisia	56 687	56 687	
Turquie / Turkey			23/07/2018
Uruguay / Uruguay			17/12/2018
Total	56 687	2 000 757	
Contributions	12 187 104	12 177 878	

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania			29/05/2018
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			01/02/2018
Slovénie / Slovenia			28/03/2018
Monténégro / Montenegro			17/10/2018
Ukraine			

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2018 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2014	2017	2018	2019
Albanie / Albania	03/04/2018			11 975	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	08/01/2018		11 980		
Bangladesh	25/10/2018			11 980	
Bélarus / Belarus	06/06/2018			50 675	
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	08/03/2018			11 909	
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	05/03/2018			11 980	
Botswana	21/02/2018			11 980	
CARICOM	10/08/2018			8 060	
Costa Rica	26/11/2018			50 675	
Cuba					
Équateur / Ecuador					
Estonie / Estonia	02/02/2018			35 197	
Éthiopie / Ethiopia					
Ex-Rép. Youg de Macédoine / Former Yug Rep of Macedonia	23/11/2018			11 980	
Géorgie / Georgia	19/02/2018			11 980	
Ghana	29/03/2018			11 980	
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	05/01/2018			31 676	
Jamaïque / Jamaica	16/04/2018			11 980	
Jamaïque / Jamaica	18/09/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	17/10/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	06/11/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	19/12/2018		8 446		
Koweït / Kuwait	23/03/2018			40 221	
Lettonie / Latvia	16/11/2018				50 675
Luxembourg	29/01/2018			11 980	
Malte / Malta	20/02/2018			11 980	
Maurice / Mauritius	08/02/2018			11 980	
Mongolie / Mongolia	25/01/2018	11 693			
Mongolie / Mongolia	14/12/2018			11 980	
Namibie / Namibia	25/05/2018		11 980		
Oman	19/03/2018			15 980	
Ouzbékistan / Uzbekistan	13/07/2018			11 980	
Panama					
Paraguay					
Pérou / Peru	23/05/2018			38 098	
Philippines	09/04/2018			9 434	
Philippines	09/04/2018				30 304
Qatar	22/02/2018			38 040	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					
République de Moldova / Republic of Moldova	09/10/2018			11 980	
Seychelles	09/02/2018		11 980		
Soudan / Sudan	29/11/2019			11 980	
Sri Lanka	01/03/2018			11 980	
Tanzanie / Tanzania					
Taipei chinois / Chinese Taipei	09/04/2018			53 438	
Viet Nam	12/03/2018			50 675	
Zambie / Zambia	18/12/2018			11 980	
Zimbabwe					
Total		11 693	69 723	637 733	80 979

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2018 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
	2016	2017	2018	
Albanie / Albania				03/04/2018
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	08/01/2018
Bangladesh				25/10/2018
Bélarus / Belarus				06/06/2018
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				08/03/2018
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				05/03/2018
Botswana				21/02/2018
CARICOM				10/08/2018
Costa Rica				26/11/2018
Cuba	19 879	50 675	50 675	
Équateur / Ecuador			50 675	
Estonie / Estonia				02/02/2018
Éthiopie / Ethiopia				
Ex-Rép. youg de Macédoine / Former Yug. Rep. of Macedonia				23/11/2018
Géorgie / Georgia				19/02/2018
Ghana				29/03/2018
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				05/01/2018
Jamaïque / Jamaica	42 936	16 892		19/12/2018
Koweït / Kuwait				23/03/2018
Lettonie / Latvia				
Luxembourg				29/01/2018
Malte / Malta				20/02/2018
Maurice / Mauritius				08/02/2018
Mongolie / Mongolia				14/12/2018
Namibie / Namibia			11 980	25/05/2018
Ouzbékistan / Uzbekistan				13/07/2018
Oman				19/03/2018
Panama		537	50 675	
Paraguay				
Pérou / Peru				23/05/2018
Philippines				09/04/2018
Qatar				22/02/2018
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		11 980	11 980	
République de Moldova / Republic of Moldova				09/10/2018
Seychelles			11 980	09/02/2018
Soudan / Sudan				29/11/2018
Sri Lanka				01/03/2018
Tanzanie / Tanzania				
Taipei chinois / Chinese Taipei				09/04/2018
Viet Nam				12/03/2018
Zambie / Zambia				18/12/2018
Zimbabwe		11 980	11 980	
Total	62 815	92 064	211 928	

7. — BUDGET POUR 2019

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	11 980
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	1 251
3. Intérêts/Interest	50
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	55
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 456
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	6 750
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	312
	7 062
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	838
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 Voyages/Travels	261
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	615
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	855
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	649
H. Divers/Miscellaneous	486
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 316
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	140

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2019

États Membres <i>Member States</i>	Barème ONU	
	2016-2018	Contribution nette pour 2019
	<i>UN Scale for 2016-2018</i>	<i>Net contribution for 2019</i>
Afrique du Sud / South Africa	* 0,364	56 306
Allemagne / Germany	6,389	901 925
Arabie saoudite / Saudi Arabia	1,146	161 779
Argentine / Argentina	0,892	125 922
Australie / Australia	2,337	329 911
Autriche / Austria	0,720	101 641
Belgique / Belgium	0,885	124 934
Bésil / Brazil	3,823	539 687
Bulgarie / Bulgaria	* 0,045	56 306
Canada	2,921	412 353
Chili / Chile	0,399	56 326
Chine / China	7,921	1 118 195
Colombie / Colombia	* 0,322	56 306
Croatie / Croatia	* 0,099	56 306
Danemark / Denmark	0,584	82 442
Égypte / Egypt	* 0,152	56 306
Espagne / Spain	2,443	344 875
États-Unis d'Amérique / United States of America	* 22,000	1 130 912
Fédération de Russie / Russian Federation	3,088	435 928
Finlande / Finland	0,456	64 373
France	4,859	685 937
Grèce / Greece	0,471	66 490
Hongrie / Hungary	* 0,161	56 306
Inde / India	0,737	104 041
Indonésie / Indonesia	0,504	71 149
Irak / Iraq	* 0,129	56 306
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	0,471	66 490
Irlande / Ireland	* 0,335	56 306
Israël / Israel	0,430	60 702
Italie / Italy	3,748	529 099
Japon / Japan	* 9,680	1 130 912
Kazakhstan	* 0,191	56 306
Kenya	* 0,018	56 306
Malaisie / Malaysia	* 0,322	56 306
Mexique / Mexico	1,435	202 577
Norvège / Norway	0,849	119 852
Nouvelle-Zélande / New Zealand	* 0,268	56 306
Pakistan	* 0,093	56 306
Pays-Bas / The Netherlands	1,482	209 212
Pologne / Poland	0,841	118 723
Portugal	* 0,392	56 306
République de Corée / Republic of Korea	2,039	287 842
République tchèque / Czech Republic	* 0,344	56 306
Roumanie / Romania	* 0,184	56 306
Royaume-Uni / United Kingdom	4,463	630 035
Serbie / Serbia	* 0,032	56 306
Singapour / Singapore	0,447	63 102
Slovaquie / Slovakia	* 0,160	56 306
Suède / Sweden	0,956	134 957
Suisse / Switzerland	1,140	160 932
Thaïlande / Thailand	* 0,291	56 306
Tunisie / Tunisia	* 0,028	56 306
Turquie / Turkey	1,018	143 709
Uruguay	* 0,079	56 306
Totaux / Total[†]		11 899 393
États ayant adhéré après la 25 ^e réunion de la CGPM (2014)		
<i>States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)</i>		
Lituanie / Lithuania	* 0,072	56 306
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	0,604	85 266
Slovénie / Slovenia	* 0,084	56 306
Monténégro / Montenegro	* 0,004	56 306
Ukraine	* 0,103	56 306
Totaux / Total		12 209 883

* État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / *Member State paying the maximum or minimum contribution*

[†] Le total est inférieur à celui approuvé pour la dotation de 2019 en raison de la décision d'exclure la République bolivarienne du Venezuela / *The total is less than the agreed donation for 2019 because of the decision to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela.*

9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2019

États et Entités économiques Associés <i>Associate States and Economies</i>	Barème ONU 2016-2018	Coefficient BIPM effectif pour 2019	Souscription nette pour 2019
	<i>UN Scale</i> 2016-2018	<i>BIPM effective</i> <i>coefficient for 2019</i>	<i>Net subscription</i> <i>for 2019</i>
	%	%	(Euros)
États Associés / Associate States			
Albanie / Albania	0,008	0,100	11 980
Azerbaïdjan / Azerbaijan	0,060	0,100	11 980
Bangladesh	0,010	0,100	11 980
Bélarus / Belarus	0,056	# 0,423	50 675
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	0,012	0,100	11 980
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	0,013	0,100	11 980
Botswana	0,014	0,100	11 980
Costa Rica	0,047	# 0,423	50 675
Cuba	0,065	# 0,423	50 675
Équateur / Ecuador	0,067	# 0,423	50 675
Estonie / Estonia	0,038	# 0,358	42 936
Éthiopie / Ethiopia	0,010	0,100	11 980
Ex-Rép. Youg. de Macédoine / Former Yug. Rep. of Macedonia	0,007	0,100	11 980
Géorgie / Georgia	0,008	0,100	11 980
Ghana	0,016	0,100	11 980
Jamaïque / Jamaica	0,009	0,100	11 980
Koweït / Kuwait	0,285	0,336	40 221
Lettonie / Latvia	0,050	# 0,423	50 675
Luxembourg	0,064	0,100	11 980
Malte / Malta	0,016	0,100	11 980
Maurice / Mauritius	0,012	0,100	11 980
Mongolie / Mongolia	0,005	0,100	11 980
Namibie / Namibia	0,010	0,100	11 980
Oman	0,113	0,133	15 980
Ouzbékistan / Uzbekistan	0,023	0,100	11 980
Panama	0,034	# 0,423	50 675
Paraguay	0,014	0,100	11 980
Pérou / Peru	0,136	# 0,371	44 387
Philippines	0,165	# 0,377	45 207
Qatar	0,269	0,318	38 040
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	0,024	0,100	11 980
République de Moldova / Republic of Moldova	0,004	0,100	11 980
Seychelles	0,001	0,100	11 980
Soudan / Sudan	0,010	0,100	11 980
Sri Lanka	0,031	0,100	11 980
Tanzanie / Tanzania	0,010	0,100	11 980
Viet Nam	0,058	# 0,423	50 675
Zambie / Zambia	0,007	0,100	11 980
Zimbabwe	0,004	0,100	11 980
Totaux / Total			892 978
Éntités économiques Associées / Associate Economies			
Hong Kong, Chine / Hong Kong (China)	0,224	* 0,264	31 676
Taipei chinois / Chinese Taipei	0,378	* 0,446	53 454
CARICOM	0,057	** 0,067	8 060
Totaux / Total			93 190

Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion.
Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting

* Calculé à partir des données du PIB ; Calculated from GDP data

** Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM.
Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States.

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2018

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2018.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2018
31 mai 2019

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2018, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

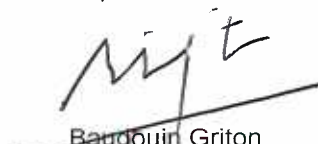
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 31 mai 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	14 813	14 223
Actifs non courants		14 813	14 223
Actifs courants			
Actifs du régime	9	888	508
Autres créances	10	11	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 157	2 873
Actifs courants		2 056	3 387
Total Actifs		16 869	17 610
Actif net			
Résultat de l'exercice		7 186	315
Variation de juste valeur		1 546	2 196
Autres réserves		(109 630)	(109 945)
Actif net		(100 898)	(107 434)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	111 777	119 298
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	2 745	2 510
Passifs non courants		114 522	121 808
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 154	3 155
Autres dettes	11	89	80
Passifs courants		3 243	3 235
Total Passifs		117 765	125 043

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 550	2 800
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	595	555
Produits des placements	9	114	201
Autres produits opérationnels	12	32	548
Total des produits opérationnels		3 291	4 104
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 219	3 185
Variation de la provision pour pensions	8	(7 288)	(8)
Autres charges opérationnelles	13	174	612
Total des charges opérationnelles		(3 895)	3 789
Résultat des activités opérationnelles		7 186	315
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		7 186	315
Résultat de l'exercice		7 186	315

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	18 200		(18 200)
Variation de juste valeur		96	
Résultat de l'exercice	315		
Solde au 31 décembre 2017	315	2 196	(109 945)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(315)		315
Variation de juste valeur		(650)	
Résultat de l'exercice	7 186		
Solde au 31 décembre 2018	7 186	1 546	(109 630)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 550	2 650
Cotisations des membres du personnel du BIPM		592	551
Pensions		(3 242)	(3 098)
Autres charges opérationnelles		(143)	(688)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(243)	(585)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(1 687)	(1 705)
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		100	4 130
Produits des placements		114	201
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 473)	2 626
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		(1 716)	2 041
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	1 157	2 873

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2018 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2014, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 800 milliers d'euros en 2017 et 2 550 milliers d'euros en 2018.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires sont prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité. Le taux de cotisation s'élève à 11,5 %* pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2017 et à 15 % pour les membres du personnel recrutés à compter du 1^{er} janvier 2017. Il était de 10 % pour tous les membres du personnel jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant des cotisations s'élève à 595 milliers d'euros en 2018 contre 555 milliers d'euros en 2017.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	46	50
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	24	21
Total des effectifs	70	71

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 3 185 milliers d'euros en 2017 et 3 219 milliers d'euros en 2018.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Pensions de retraite	56	56
Pensions de réversion	12	12
Pensions différées	7	6
Pensions d'orphelin	3	3
Allocations d'invalidité	1	1
Total du nombre de pensions servies	79	78

* Note ajoutée à des fins d'information : 11,5 % en 2017, 12,5 % en 2018

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	60 707	61 662
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 154	3 155
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	51 070	57 637
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	<hr/> 114 931	<hr/> 122 454
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	2 745	2 510
Provision pour pensions	<hr/> 117 676	<hr/> 124 964
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	4 326	4 286
Charge d'intérêt	1 582	1 581
Prestations payées	(3 215)	(3 394)
(Gains) pertes actuariels	(9 981)	(2 481)
Variation de la provision pour pensions	<hr/> (7 288)	<hr/> (8)
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1806 (2019)	1,540 (2018)
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,6 %	1,3 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,5% + revalorisation du point du BIPM (2018)	1,5% en 2018 + revalorisation du point du BIPM de 1% (2018)
Taux d'inflation (à long terme)	1,8 %	1,8 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGH/TGF 05	TGF/TGH 05
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier À l'initiative du membre du personnel	Retraite à taux plein sauf cas particulier À l'initiative du membre du personnel
Type de départ	Non	Non
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du point	Égale à celle du point
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2017 :

Si un taux d'actualisation à 1,05 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 131 939 milliers d'euros au lieu de 124 964 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2017 en utilisant un taux à 1,30 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,55 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 118 542 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2018 :

Si un taux d'actualisation à 1,35 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 123 991 milliers d'euros au lieu de 117 676 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2017 en utilisant un taux à 1,30 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,85 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 111 848 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre 2018	31 décembre 2017
(en milliers d'euros)		
Trésorerie	1 135	2 801
Équivalents de trésorerie	22	72
Total	1 157	2 873

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre	31 décembre
	2018	2017
(en milliers d'euros)		
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(actions)</i>		
- Europe	7 263	7 916
- États-Unis d'Amérique		
- Japon		
- Asie hors Japon	637	663
- Autres		
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	7 900	8 579
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(obligations)</i>		
- Europe haut rendement		
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>	0	0
(en milliers d'euros)	Total	Total
	31 décembre	31 décembre
	2018	2017
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	7 801	6 152
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	887	929
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 525	1 257
- OAT 0,5% 15-25052025	1 588	1 586
- Europe hors zone euro	0	0
- États-Unis d'Amérique	0	0
<i>Total Obligations</i>	7 801	6 152
Total	15 701	14 731

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2018	Total 31 décembre 2017
Obligations	6 913	5 644
Autres instruments financiers	7 900	8 579
Non courants	14 813	14 223
Obligations	888	508
Courants	888	508
Total	15 701	14 731

Le détail du portefeuille obligataire selon la duration est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2018	Total 31 décembre 2017
	7 801	6 152
1-3 ans	13,99 %	18,44 %
4-5 ans	0,00 %	0,00 %
6-7 ans	31,66 %	0,00 %
8-10 ans	27,13 %	51,39 %
> 10 ans	27,21 %	30,17 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Fonds communs de placement (actions)		
Obligations	114	201
Équivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie		
Total Produits des placements	114	201

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Opérations avec le BIPM		
Produits à recevoir	11	6
Total des Autres créances	11	6

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Pensions à payer		
Allocation de départ		
Opérations avec le BIPM	65	65
Total des Autres dettes	65	65

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Variation de juste valeur	0	595
Plus-value de cession	32	
Produits d'écarts de change	0	0
Total des Autres produits opérationnels	32	595

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018	12 mois jusqu'au 31 décembre 2017
Charges d'écarts de change	5	92
Autres charges opérationnelles	170	520
Total des Autres charges opérationnelles	175	612

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

AQSIQ	General Administration of Quality Supervision, Inspection and Quarantine (Chine)
BIPM	Bureau international des poids et mesures
CARICOM	<i>Caribbean Community / Communauté des Caraïbes</i>
CBKT	<i>Capacity Building and Knowledge Transfer / Renforcement des capacités et transfert des connaissances</i>
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CPS	Caisse des prêts sociaux du BIPM
EBITDA	<i>Earnings Before Interest Depreciation and Amortization / Résultat avant intérêt et amortissement</i>
GBP	<i>British Pound / Livre britannique</i>
IAS	<i>International Accounting Standards / Normes comptables internationales</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux</i>
ILC	Département des relations internationales et de la communication
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards / Normes comptables internationales du secteur public</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	<i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine / Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire</i>
METAS	Institut fédéral de métrologie (Suisse)
NIM	National Institute of Metrology (Chine)
NMIJ/AIST	<i>National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology (Japon)</i>
NPL	<i>National Physical Laboratory (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)</i>
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar / Dollar des États-Unis</i>



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 17 JUNE 2019

President

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), South Africa.

Secretary

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japan.

Members

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscow, Russian Federation.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexico.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Spain.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, China.
7. N. DIMARCQ, Observatory of Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentina.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapore.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre "Institute of Metrology", Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, United States of America. *Vice-president.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, Republic of Korea.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italy.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Switzerland.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Netherlands.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory NPL), Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
17. A. STEELE, National Research Council Canada (NRC), Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig, Germany. *Vice-president.*

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2018**

1. — Foreword
2. — 2018 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Intangible and tangible assets
 - Note 4 Inventories and work in progress
 - Note 5 Member States contributions
 - Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Other income
 - Note 13 General services
 - Note 14 Other operating expenses
 - Note 15 Current payables
 - Budget outturn
3. — Contributions settled in 2018
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2018
5. — Subscriptions settled in 2018
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2018
7. — Budget for 2018
8. — Table of repartition of the dotation for 2019
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2019
10. — 2018 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

The 26th meeting of the General Conference of Weights and Measures was the most significant event for the organization in 2018. Whilst it will be remembered as the meeting at which the Member States agreed to re-define the base units of the International System of Units, it was also a meeting that addressed important financial issues. It granted a 1 % increase in the dotation for the BIPM for the years 2020 to 2023. It also passed Resolution 5 (On the financial arrears of Member States and the process of exclusion) which agreed that the CIPM shall implement Article 6 paragraph 8 of the regulations annexed to the Metre Convention when applicable and that the CIPM shall address the situation where historical practice has resulted in accumulation of arrears.

The CGPM also decided, in accordance with Article 6 paragraphs 6 to 8 (1921) of the Regulations annexed to the Metre Convention, to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela from membership of the BIPM following its persistent failure to pay its contributions.

At the end of the year, following the accession of Montenegro and Ukraine (both previously Associate States of the CGPM) and the exclusion of Venezuela, the membership therefore reached 59 States.

During 2018, the Federal Democratic Republic of Ethiopia, the United Republic of Tanzania, the State of Kuwait and the Republic of Uzbekistan became Associate States of the CGPM. Following persistent failure to pay its subscriptions and in accordance with Resolution 3 of the 21st CGPM (1999), the Republic of Yemen ceased to be an Associate at the beginning of 2018. At the end of 2018 there were therefore 42 Associate States and Economies of the CGPM.

A change to the basis of calculating subscriptions was decided upon by the CIPM in October 2017, which reduced the subscriptions received from some Associates in 2018. The decision removed those Associates with very small economies from the list of Associates paying stepped increases in their subscriptions (known as the escalator) following their first participation in the work of the CIPM MRA. Full details are available in Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21.

I am pleased to report that during the year there was a significant reduction in outstanding contributions to 2 024 thousand Euros (from 3 253 thousand Euros in 2017). In particular, just 56 687 Euros was outstanding for the preceding year (2017). These achievements both resulted from improvements in the processes used for following up outstanding contributions.

In this report, we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for capital spend. It is reported here as 1 998 thousand Euros (which shows no significant change since 2017). It more than supports the 1 502 thousand Euros for depreciation and amortization. After allowing for all financial transactions, the net results for the period is calculated to be 901 thousand Euros which is an increase from 156 thousand Euros reported in 2017.

The increase in the effectiveness of the collection of contributions is largely responsible for an increase in cash flow from operations to 2 419 thousand Euros (505 thousand Euros in 2017) and a significant increase in the reserves to 16 529 thousand Euros (15 149 thousand Euros in 2017) of which 13 099 thousand Euros (12 082 thousand Euros in 2017) were not reserved for specific purposes.

These good results for the year are the consequence of careful control of spend in 2018. In particular, total staff costs were down by 368 thousand Euros since 2017. This was in large part due to the continued careful management of salary costs which were down by 123 thousand Euros (2.6 %) from 2017. Salary costs have now been reduced by 5.6 % since 2012.

Spend increased in several areas in order to deliver the activities in the Work Programme, these included the continuing long-term increase in subsistence paid to seconded staff reaching 402 thousand Euros in 2018 (83 thousand Euros in 2013) resulting from the Capacity Building and Knowledge Transfer Programme and the involvement of visiting scientists in the work programme.

Operating costs increased by 411 thousand Euros from 2017, notably because of the cost of the 26th meeting of the CGPM (176 thousand Euros) and the one-off cost of disposing of historic radioactive sources (130 thousand Euros).

Capital spend was up by 580 thousand Euros because of the start of two large IT projects and the arrival of a mass spectrometer for the chemistry department in 2018 that had been commissioned during 2017.

This report also includes the Financial Report for the BIPM Pension Fund. The most significant change in the Fund is that the liabilities have reduced to 114 million Euros (from 122 million Euros in 2017). This is largely because of an increase in the discount rate used to reflect market conditions to 1.6 % (from 1.3 % in 2017). There was small reduction in the assets to 16 869 thousand Euros (from 17 610 thousand Euros in 2017) resulting from the changing value of the mutual funds and bonds held by the Fund.

The CIPM took decisions at its meeting in October 2017, which came into effect on 1 January 2018 to address the long-term financial stability of the Pension Fund. Specifically, Decisions CIPM/106-6 and CIPM/106-7 implemented a freeze in the application of cost-of-living adjustments to pensions in payment for 2018 and 2019. A full actuarial study of the Fund will be commissioned in 2019.

2. — 2018 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2018 financial statements

Period ended December 31st, 2018

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2018.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2018, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

*International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2018 financial statements*

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2018, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 31st, 2019

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2018	31 December 2017
Non-current assets			
Buildings	3	18 339	18 511
Scientific equipment	3	10 018	10 403
Intangible assets	3	669	451
Other property, plant and equipment	3	1 255	1 369
Member States contributions	5	1 583	1 023
Non-current financial assets	8	881	908
Non-current assets		32 745	32 665
Current assets			
Inventories and work in progress	4	441	357
Member States contributions	5	2 024	3 253
Subscriptions of Associates	6	348	255
Other receivables	7	601	384
Cash and cash equivalent	9	16 529	15 149
Current assets		19 943	19 397
Total Assets		52 688	52 063
Net Assets			
Net result for the period		901	157
Change in fair value		(38)	(37)
Other reserves		31 442	31 285
Net Assets		32 305	31 405
Non-current liabilities			
Non-current employee benefits	10	16 535	17 167
Advances from Member States	5	1 385	1 385
Non-current liabilities		17 920	18 552
Current liabilities			
Current employee benefits	10	424	424
Advances from Member States	5	142	65
Current payables	15	878	619
Other current creditors	11	1 019	998
Current liabilities		2 463	2 106
Total Liabilities		20 383	20 658

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2018	2017
Operating revenue			
Contributions	5	12 290	12 178
Subscriptions	6	967	1 116
Other income	12	379	539
Total operating revenue		13 636	13 833
Operating expenses			
Staff	10	6 302	6 652
Change in health care and retirement indemnity provision	10	(427)	390
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 550	2 800
General services	13	1 267	1 034
Laboratory operating expenses		856	714
Building maintenance		487	441
Other operating expenses	14	184	194
Total operating expenses		11 219	12 225
EBITDA		2 417	1 608
EBITDA corrected for change in health care and retirement indemnity provision		1 990	1 998
Depreciation and amortization	3	(1 502)	(1 447)
Result from operating activities		915	161
Financial expenses		14	4
Result from ordinary activities		901	157
Net result for the period		901	157

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value	0	(80)	0
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734
Allocation of prior period net result	(551)		551
Change in fair value		(27)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	157		
Balance at 31 December 2017	157	(37)	31 285
Allocation of prior period net result	(157)		157
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	901		
Balance at 31 December 2018	901	(38)	31 442

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2018	2017
Cash flows from operating activities			
Contributions		13 059	10 359
Subscriptions		800	1 176
VAT reimbursement		430	557
Other receipts		430	591
Staff		(6 420)	(6 897)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 550)	(2 650)
Suppliers		(3 327)	(2 628)
Other expenditure		0	0
Financial payments		(3)	(3)
Total cash flows from operating activities		2 419	505
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 029)	(1 281)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		(10)	(50)
Total cash flows from investment activities		(1 039)	(1 331)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		1 380	(826)
Cash and cash equivalent at beginning of period		15 149	15 975
Cash and cash equivalent at end of period	9	16 529	15 149

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 59 at 14 November 2018, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to work with the NMIs of its Member States, the RMOs and strategic partners world-wide and to use its international and impartial status to promote and advance the global comparability of measurements for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Improving the quality of life and sustaining the global environment.

The objectives of the BIPM are set out in Resolution 3 of the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures (CGPM). They are to:

- represent the world-wide measurement community, aiming to maximize its uptake and impact,
- be a centre for scientific and technical collaboration between Member States, providing capabilities for international measurement comparisons on a shared-cost basis,
- be the coordinator of the world-wide measurement system, ensuring it gives comparable and internationally accepted measurement results.

Fulfilling the BIPM mission and objectives is complemented by its work in:

- capacity building, which aims to achieve a global balance between the metrology capabilities in Member States,
- knowledge transfer, which ensures that the work of the BIPM has the greatest impact.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2018 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2018 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where "x" is equal to the sum

of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

In October 2017 the CIPM decided (Decision CIPM/106-20) that when considering whether it is appropriate for an Associate State of the CGPM to be encouraged to accede to the Metre Convention and hence become a Member State, the CIPM will take into account a percentage higher than 0.02 on the “Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations” in addition to the criteria that it had previously adopted.

When the decision was taken some States with a percentage less than 0.02 were already on the escalator (six Associate States were paying enhanced subscriptions and three others were due to make the first step in 2018). To address this situation Decision CIPM/106-21 was taken:

‘The CIPM decided that an Associate State of the CGPM that does not meet the criteria set in Decision CIPM/106-20 and that has already been encouraged to accede to the Metre Convention, and as a result is paying an increased subscription, shall have its subscription reduced to the minimum for an Associate State. The reduction will come into force in 2018 and will not be retroactive.’

Consequently, starting in 2018 the annual subscriptions of six Associate States (Jamaica, Albania, Macedonia, Moldova, Georgia and Paraguay) were reduced to the minimum for an Associate, i.e. to 11 980 euros. The annual subscriptions of three encouraged Associate States (Bolivia, Montenegro, Bosnia and Herzegovina) that would otherwise pay enhanced subscriptions starting from 2018, remained at the minimum.

The CIPM asked the BIPM staff (Decision CIPM/106-22) to work with any Associate State included in Decision CIPM/106-21 and that had arrears in order to establish a rescheduling agreement; such an agreement has been concluded and is being implemented with one Associate State (Jamaica).

Following the implementation of CIPM Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21 the current list of Associate States encouraged to accede and paying enhanced subscriptions includes ten states (Belarus, Costa Rica, Cuba, Ecuador, Latvia, Panama, Viet Nam, Estonia, Peru and the Philippines).

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,

- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every thirty years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every thirty years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2017 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 50 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 3 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	Equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2017	1 419	20 522	1 045	165	181	1 457	648	485	1 849	27 771	23 081	50 852
Accumulated depreciation	(996)	(11 957)	(759)	(148)	(147)	(1 078)	(374)	0	0	(15 459)	(4 458)	(19 917)
Net value 01/01/2017	423	8 565	286	17	34	379	275	485	1 849	12 313	18 624	30 937
Additions	79	531	10	0	18	77	13	0	205	933	312	1 245
Disposals – gross value	0	(45)	(1)	0	0	3(0	0	0	(49)	0	(49)
Depreciation	(51)	(747)	(43)	(4)	(10)	(141)	(26)	0	0	(1 022)	(424)	(1 446)
Disposals – accumulated depreciation	0	45	1	0	0	3	0	0	0	49	0	49
Net value 31/12/2017	451	8 349	253	12	42	314	262	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Gross value 31/12/2018	1 498	21 009	1 054	165	200	1 530	661	485	2 055	28 657	23 393	52 050
Accumulated depreciation	(1 047)	(12 660)	(801)	(153)	(157)	(1 216)	(399)	0	0	(16 433)	(4 882)	(21 315)
Net value 01/01/2018	451	8 349	253	12	42	314	262	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Additions	277	940	12	0	16	76	12	0	204	1 537	270	1 807
Disposals – gross value	(64)	(1 120)	(40)	(54)	(104)	(659)	(21)	0	(584)	(2 646)	0	(2 646)
Depreciation	(59)	(775)	(45)	(4)	(10)	(141)	(26)	0	0	(1 060)	(442)	(1 502)
Disposals – accumulated depreciation	64	949	39	54	104	657	19	0	0	1 886	0	1 886
Net value 31/12/2018	669	8 343	219	8	48	247	246	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Gross value 31/12/2018	1 711	20 829	1 026	111	112	947	652	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Accumulated depreciation	(1 042)	(12 486)	(807)	(103)	(63)	(700)	(406)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)

An inventory of the BIPM non-historical assets carried out on 31 December 2018 led to the scrapping of part of the assets. As some of these assets were not fully depreciated on 31 December 2018, this inventory had a negative impact of 175 thousands Euros on the 2018 financial performance.

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

Since 2016, the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 184 thousand Euros in 2017 and 166 thousand Euros in 2018.

On 14 November 2014, the BIPM opened a new chemistry laboratory as a result of a collaborative agreement with the NMIJ/AIST (Japan). The centrepiece of the new laboratory is a 400MHz NMR instrument donated to the BIPM by Jeol France, valued 220 thousand Euros.

As at 31 December 2018, the Ionizing Radiation Department has 21 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 1 345 thousand Euros at 31 December 2017 and at 1 511 thousand Euros at 31 December 2018.

Buildings

In 2018, major investments in Buildings were:

- the upgrade of the fire detection system with the replacement of the entire detection facilities and the addition of manual call points in all buildings,
- the creation of an exhibition area in the Pavillon du Mail for the BIPM historical instruments,
- the establishment of a catering area in the Pavillon de Breteuil,
- the refurbishment of stone paving in front of the Nouveau Pavillon,
- the renovation of the delivery platform in front of the Observatory.

In 2017, major investments in Buildings were:

- the creation of new offices and laboratories in the Observatoire for research work,
- the refurbishment of stone paving of the BIPM courtyard,
- the replacement of the air conditioning system in one part of the Marie Curie building,
- and the refurbishment of the entrance hall of the Pavillon du Mail.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounted to 102 thousand Euros in 2014.

Note 4 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Inventories and work in progress		
Raw materials	233	232
Accessories for prototypes	18	21
Work in progress	190	105
Other	0	0
Total Inventories and work in progress	441	358

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2018	2017
At 1 January	358	213
Movement of the year	84	145
At 31 December	441	358

In 2017, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg), which were in a format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2017, inventories of raw materials of platinum iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2017 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

Note 5 Member States Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Contributions	12 290	12 178
Total	12 290	12 178

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2018 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2018 as Montenegro and Ukraine became Member States on 28 March 2018 and 17 October 2017 respectively. These States were Associates of the CGPM until 2017.

The total sum of the contributions recognized in 2017 was equivalent to that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2017.

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2017 (non-current part)	31 December 2017 (current part)	31 December 2017 Total discounted value	31 December 2017 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 023	77	1 101	1 101
Other Member States		3 176	3 176	3 176
Total Member States Contributions	1 023	3 253	4 277	4 277

	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total discounted value	31 December 2018 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 023	66	1 089	1 089
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States		1 958	1 958	1 958
Total Member States Contributions	1 583	2 024	3 607	3 607

The total of outstanding Contributions are as follows:

Contributions of Other Member States (current part)	2 024
Distribution of the 2016 Contribution of the Bolivarian Republic of Venezuela	18
Settlement from Cameroon in 2014 after the State had been excluded	14
Outstanding Contributions	2 056

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2017 (non-current part)	31 December 2017 (current part)	31 December 2017 Total discounted value	31 December 2017 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		65	65	65
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	65	1 450	1 450

	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total discounted value	31 December 2018 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		142	142	142
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	142	1 526	1 526

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives

conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), the Islamic Republic of Iran and the Bolivarian Republic of Venezuela.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears was 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions had been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States were automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, were withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognized. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement was concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and was automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros was withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognized in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran,

an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

During its 26th meeting in 2018, the CGPM took a decision on 14 November 2018 to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela:

- The CGPM notes the recommendation of the CIPM under Decision CIPM/107-05 of June 2018. The CGPM endorses this recommendation and decides that the Bolivarian Republic of Venezuela, which has persisted in its failure to fulfil its financial obligations, shall be excluded as a State Party to the Metre Convention with immediate effect.

Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Subscriptions of Associates	967	1 116

The total sum of subscriptions recognized in 2018 is lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2018. Kuwait and Uzbekistan became Associates of the CGPM on 23 March 2018 and 13 July 2018 respectively. Montenegro and Ukraine became Member States and are therefore no longer Associates of the CGPM in 2018. Yemen was excluded on 1 January 2018 and this exclusion had been notified to the State on 17 May 2017.

The total sum of subscriptions recognized in 2017 was equivalent to that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2017.

On the asset side, the breakdown of Associates States and Economies Subscriptions, outstanding at the end of the period, is as follows:

(in thousand Euros)	31 December 2017 (non-current part)	31 December 2017 (current part)	31 December 2017 Total Nominal value
Other Associates	0	255	255
Total Subscriptions of Associates	0	255	255

(in thousand Euros)	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total Nominal value
Other Associates	0	348	348
Total Subscriptions of Associates	0	348	348

The total of Outstanding Subscriptions is as follows:

Subscriptions of Other Associates (current part)	348
Settlement from Paraguay as an advance of future Contribution (non-current part)	17
Outstanding Subscriptions	367

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
VAT receivable	392	222
Prepayments	193	146
Other receivables	16	16
Total Other receivables	601	384

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Receivables of the Social Loans Fund	50	71
Bonds (current)	0	0
Bonds (non-current)	831	837
Total	881	908

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2018
Cash	974	806	71	0	1 851
Cash equivalent	14 588	90		0	14 678
Total	15 562	896	71	0	16 529

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2017
Cash	642	729	90	1	1 462
Cash equivalent	13 596	91		0	13 687
Total	14 238	820	90	1	15 149

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	392	398
Invoices not received as at 31 December	144	169
Current payables	878	619
Payables - Employee benefits	420	405
Other payables	258	199
BIPM Pension and Provident Fund	0	0
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	678	580
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	81	118
Payment from the Islamic Republic of Iran – sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement	337	337
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	0	0
Reserve Fund	8 265	7 575
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	4 834	4 507
Total	16 529	15 149

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2018	2017
Salaries	4 606	4 729
Family and social allowances	1 114	1 419
Social contributions	346	357
Current staff cost	6 066	6 505
Staff cost included in BIPM assets during the period	(166)	(184)
Staff operating expenses	5 900	6 321
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	402	331
Change in health insurance provision	(441)	383
Change in retirement indemnity provision	13	7
Total staff cost	5 874	7 042

Number of staff

	31 December 2018	31 December 2017
Staff members under indefinite-term appointment	65	65
Staff members under fixed-term appointment	7	6
Staff seconded to the BIPM	9	8
Total number of staff	81	79

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 550 thousand Euros in 2018 and 2 800 thousand Euros in 2017.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Annual leave provision	392	398
Retirement indemnity provision	4	18
Other current employee benefits	28	8
Total current employee benefits	424	424

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Retirement indemnity provision	300	303
Health insurance provision	16 235	16 864
Total non-current employee benefits	16 535	17 167

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2009. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	16 235	16 864
Health insurance provision	16 235	16 864

In the Statement of financial performance

Service cost	701	665
Interest costs	215	212
Actuarial (Gains) losses	(1 357)	(494)
Change in health insurance provision	(441)	383

Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)

Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.6 %	1.3 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.43 %	2.43 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	21 021	12 696

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2018
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	678	577
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	81	118
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	260	303
Total Other current creditors	1 019	998

Note 12 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Other income		
<i>Metrologia</i>	143	126
Interest revenue	16	19
Entry contribution of new Member States	0	0
Grants	165	284
Meeting registration fees	5	34
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Sale of prototypes	19	56
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion gain	6	4
Other	25	16
Total Other income	379	539

Entry contribution of new Member States

No entry contribution was notified in 2017 for new Member States.

Grants

The BIPM received a grant in 2017 and in 2018 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 52 thousand Euros and 45 thousand Euros respectively.

In addition, in 2018, the BIPM received a grant of 54 thousand Euros from the NPL (UK) in the framework of the CBKT programme on Clean Air. Under the same programme, the BIPM received a donation of 30 thousand Euros from METAS (Switzerland).

Lastly, the BIPM received a donation of 41 thousands Euros in 2018 (30 750 for 2018 and 10 250 for 2019) from AQSIQ (China) in the framework of the secondment of a staff member from NIM (China).

Sale of prototypes

The BIPM delivered one prototype to NPSL (Pakistan) in 2018. The delivered prototype had been partially paid for before 2018.

Note 13 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
General services		
Heating, water, electricity	283	291
Insurances	42	39
Publications	68	6
Office expenses	144	136
Meeting expenses	364	170
Capacity Building Knowledge Transfer Program	31	105
Travel and transportation of equipment	261	190
Library	29	43
Bureau of the CIPM	45	54
Total General services	1 267	1 034

In 2018, meeting expenses were higher than in 2017. The number of meeting days increased from 138 in 2017 with a total of 3 072 participants to 93 in 2018 with a total of 2 197 participants. This increase in meeting expenses is partly due to the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures that was held in November 2018.

Note 14 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Other operating expenses		
Inventory variation	(84)	(144)
Platinum iridium	0	111
Audit/review	46	177
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	10	48
Net value of scrapped or sold assets	175	
Other	37	2
Total Other operating expenses	184	194

Note 15 Current payables

(in thousand Euros)	31 December 2018	31 December 2017
French suppliers	843	633
Foreign suppliers	35	(14)
Total Other current payables	878	619

Supplier invoices are recorded at their date of issue and concern all suppliers other than the BIPM staff members. Negative amounts relate to credit notes that will have to be reimbursed to the BIPM by suppliers or to payments made in 2018 for deliveries or services that will be made in 2019.

2018 BUDGET OUTTURN

(in thousand Euros)	Actual amounts 2018	Budget 2018	Difference
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 290	12 095	195
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	967	1 105	(138)
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	22	240	(218)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	213	250	(37)
5. <i>Metrologia</i>	143	120	23
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 635	13 810	(175)
CHARGES/EXPENSES			
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	6 473	7 090	(617)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	303	300	3
	6 776	7 390	(614)
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 550	2 550	
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>		900	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	283		
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	42		
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	68		
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	144		
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	364		
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	261		
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	29		
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	45		
	1 236	900	336
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	611	660	(49)
D.2 Investissement / <i>Capital</i>	790	880	(90)
	1 401	1 540	(139)
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	184	150	34
E.2 Investissement / <i>Capital</i>	295	660	(365)
	479	810	(331)
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	332	280	52
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 774	13 470	(696)
RESULTAT NET/NET RESULT	861	340	521

The 2018 budget was adopted by the CIPM in October 2017. It included total expenses for 2018 amounting to 13 470 thousand Euros and total revenue amounting to 13 810 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2018 budget outturn shows a net result of 861 thousand Euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2018 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2016	2017	2018	2019
Afrique du Sud / South Africa	25/05/2018			56 687	
Allemagne / Germany	30/07/2018			908 035	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	19/01/2018		201 311		
Arabie saoudite / Saudi Arabia	24/04/2018			162 855	
Argentine / Argentina	11/01/2018		191 036		
Australie / Australia	14/02/2018			332 145	
Autriche / Austria	18/12/2018				101 641
Belgique / Belgium	10/04/2018			125 780	
Brésil / Brazil	15/06/2018	418 609			
Brésil / Brazil	27/07/2018		664 071		
Bulgarie / Bulgaria	20/04/2018			56 687	
Canada	24/01/2018			415 146	
Chili / Chile	27/04/2018			56 708	
Chine / China	20/11/2018			1 125 670	
Colombie / Colombia	02/05/2018			56 687	
Croatie / Croatia	18/01/2018		56 687		
Croatie / Croatia	01/08/2018			56 687	
Danemark / Denmark	07/05/2018			83 001	
Égypte / Egypt					
Espagne / Spain	18/06/2018			347 211	
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/01/2018		717 301		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/10/2018		79 700		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/10/2018			341 572	
Fédération de Russie / Russian Federation	14/03/2018			200 500	
Finlande / Finland	05/01/2018			64 809	
France	12/03/2018			690 584	
Grèce / Greece	20/03/2018			66 941	
Hongrie / Hungary	06/04/2018			56 687	
Inde / India	20/03/2018			104 746	
Indonésie / Indonesia	21/08/2018			71 631	
Irak / Iraq	29/11/2018			27 732	
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	28/02/2018		77 125		
Irlande / Ireland	06/02/2018			56 687	
Irlande / Ireland	27/12/2018				56 306
Israël / Israel	08/05/2018			61 114	
Italie / Italy	25/05/2018			532 683	
Japon / Japan	13/04/2018			1 138 573	
Kazakhstan	09/04/2018			56 687	
Kenya	06/03/2018			56 687	
Malaisie / Malaysia	11/07/2018			56 687	
Mexique / Mexico	23/10/2018		143 608		
Mexique / Mexico	23/10/2018			203 949	
Norvège / Norway	27/12/2018				119 852
Nouvelle-Zélande / New Zealand	13/03/2018			56 687	
Pakistan	19/03/2018	56 222			
Pakistan	12/12/2018		56 592		
Pays-Bas / The Netherlands	07/03/2018			210 629	
Pologne / Poland	28/12/2018				118 723
Portugal	19/12/2018				56 306
République de Corée / Republic of Korea	16/04/2018		29 291		
République de Corée / Republic of Korea	16/04/2018			260 501	
République tchèque / Czech Republic	29/01/2018			56 687	
Roumanie / Romania	15/03/2018			56 687	
Royaume-Uni / United Kingdom	22/08/2018			634 303	
Serbie / Serbia	05/02/2018			56 687	
Singapour / Singapore	14/02/2018			63 530	
Slovaquie / Slovakia	31/12/2018				56 306
Suède / Sweden	13/03/2018			135 871	
Suisse / Switzerland	02/02/2018			162 022	
Thaïlande / Thailand	15/02/2018			56 687	
Tunisie / Tunisia					
Turquie / Turkey	23/07/2018			144 683	
Uruguay	09/02/2018	56 306			
Uruguay	17/12/2018		56 687		
Venezuela (Rép. boliv. du) / Venezuela (Boliv. Rep. of)					
Total		531 137	2 273 409	9 466 541	509 134

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania	28/12/2018				56 306
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	29/05/2018			85 266	
Slovénie / Slovenia	01/02/2018			28 000	
Slovénie / Slovenia	17/12/2018				56 306
Monténégro / Montenegro	28/03/2018			16 326	
Monténégro / Montenegro	17/12/2018				56 306
Ukraine	16/04/2018			50 675	
Ukraine	17/10/2018			5 631	

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2018 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2017	2018	DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
Afrique du Sud / South Africa			25/05/2018
Allemagne / Germany			30/07/2018
Arabie saoudite / Saudi Arabia			24/04/2018
Argentine / Argentina		126 775	11/01/2018
Australie / Australia			14/02/2018
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			10/04/2018
Brésil / Brazil		543 343	27/07/2018
Bulgarie / Bulgaria			20/04/2018
Canada			24/01/2018
Chili / Chile			27/04/2018
Chine / China			20/11/2018
Colombie			02/05/2018
Croatie / Croatia			01/08/2018
Danemark / Denmark			07/05/2018
Égypte / Egypt		56 687	
Espagne / Spain			18/06/2018
États-Unis d'Amérique / United States of America		797 001	03/01/2019
Fédération de Russie / Russian Federation		238 381	14/03/2018
Finlande / Finland			05/01/2018
France			12/03/2018
Grèce / Greece			20/03/2018
Hongrie / Hungary			06/04/2018
Inde / India			20/03/2018
Indonésie / Indonesia			21/08/2018
Irak / Iraq		28 955	29/11/2018
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)		66 941	28/02/2018
Irlande / Ireland			06/02/2018
Israël / Israel			08/05/2018
Italie / Italy			25/05/2018
Japon / Japan			13/04/2018
Kazakhstan			09/04/2018
Kenya			06/03/2018
Malaisie / Malaysia			11/07/2018
Mexique / Mexico			23/10/2018
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand			13/03/2018
Pakistan		56 687	12/12/2018
Pays-Bas / Netherlands			07/03/2018
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea		29 291	16/04/2018
République tchèque / Czech Republic			29/01/2018
Roumanie / Romania			15/03/2018
Royaume-Uni / United Kingdom			22/08/2018
Serbie / Serbia			05/02/2018
Singapour / Singapore			14/02/2018
Slovaquie / Slovakia			
Suède / Sweden			13/03/2018
Suisse / Switzerland			02/02/2018
Thaïlande / Thailand			15/02/2018
Tunisie / Tunisia	56 687	56 687	
Turquie / Turkey			23/07/2018
Uruguay / Uruguay			17/12/2018
Total	56 687	2 000 757	
Contributions	12 187 104	12 177 878	

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania			29/05/2018
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			01/02/2018
Slovénie / Slovenia			28/03/2018
Monténégro / Montenegro			17/10/2018
Ukraine			

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2018 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2014	2017	2018	2019
Albanie / Albania	03/04/2018			11 975	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	08/01/2018		11 980		
Bangladesh	25/10/2018			11 980	
Bélarus / Belarus	06/06/2018			50 675	
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	08/03/2018			11 909	
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	05/03/2018			11 980	
Botswana	21/02/2018			11 980	
CARICOM	10/08/2018			8 060	
Costa Rica	26/11/2018			50 675	
Cuba					
Équateur / Ecuador					
Estonie / Estonia	02/02/2018			35 197	
Éthiopie / Ethiopia					
Ex-Rép. Youg de Macédoine / Former Yug Rep of Macedonia	23/11/2018			11 980	
Géorgie / Georgia	19/02/2018			11 980	
Ghana	29/03/2018			11 980	
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	05/01/2018			31 676	
Jamaïque / Jamaica	16/04/2018			11 980	
Jamaïque / Jamaica	18/09/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	17/10/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	06/11/2018		8 446		
Jamaïque / Jamaica	19/12/2018		8 446		
Koweït / Kuwait	23/03/2018			40 221	
Lettonie / Latvia	16/11/2018				50 675
Luxembourg	29/01/2018			11 980	
Malte / Malta	20/02/2018			11 980	
Maurice / Mauritius	08/02/2018			11 980	
Mongolie / Mongolia	25/01/2018	11 693			
Mongolie / Mongolia	14/12/2018			11 980	
Namibie / Namibia	25/05/2018		11 980		
Oman	19/03/2018			15 980	
Ouzbékistan / Uzbekistan	13/07/2018			11 980	
Panama					
Paraguay					
Pérou / Peru	23/05/2018			38 098	
Philippines	09/04/2018			9 434	
Philippines	09/04/2018				30 304
Qatar	22/02/2018			38 040	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					
République de Moldova / Republic of Moldova	09/10/2018			11 980	
Seychelles	09/02/2018		11 980		
Soudan / Sudan	29/11/2019			11 980	
Sri Lanka	01/03/2018			11 980	
Tanzanie / Tanzania					
Taipei chinois / Chinese Taipei	09/04/2018			53 438	
Viet Nam	12/03/2018			50 675	
Zambie / Zambia	18/12/2018			11 980	
Zimbabwe					
Total		11 693	69 723	637 733	80 979

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2018 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
	2016	2017	2018	
Albanie / Albania				03/04/2018
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	08/01/2018
Bangladesh				25/10/2018
Bélarus / Belarus				06/06/2018
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				08/03/2018
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				05/03/2018
Botswana				21/02/2018
CARICOM				10/08/2018
Costa Rica				26/11/2018
Cuba	19 879	50 675	50 675	
Équateur / Ecuador			50 675	
Estonie / Estonia				02/02/2018
Éthiopie / Ethiopia				
Ex-Rép. youg de Macédoine / Former Yug. Rep. of Macedonia				23/11/2018
Géorgie / Georgia				19/02/2018
Ghana				29/03/2018
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				05/01/2018
Jamaïque / Jamaica	42 936	16 892		19/12/2018
Koweït / Kuwait				23/03/2018
Lettonie / Latvia				
Luxembourg				29/01/2018
Malte / Malta				20/02/2018
Maurice / Mauritius				08/02/2018
Mongolie / Mongolia				14/12/2018
Namibie / Namibia			11 980	25/05/2018
Ouzbékistan / Uzbekistan				13/07/2018
Oman				19/03/2018
Panama		537	50 675	
Paraguay				
Pérou / Peru				23/05/2018
Philippines				09/04/2018
Qatar				22/02/2018
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		11 980	11 980	
République de Moldova / Republic of Moldova				09/10/2018
Seychelles			11 980	09/02/2018
Soudan / Sudan				29/11/2018
Sri Lanka				01/03/2018
Tanzanie / Tanzania				
Taipei chinois / Chinese Taipei				09/04/2018
Viet Nam				12/03/2018
Zambie / Zambia				18/12/2018
Zimbabwe		11 980	11 980	
Total	62 815	92 064	211 928	

7. — BUDGET FOR 2019

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	11 980
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	1 251
3. Intérêts/Interest	50
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	55
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 456
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	6 750
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	312
	7 062
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	838
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 Voyages/Travels	
	261
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	615
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	855
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	649
H. Divers/Miscellaneous	486
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 316
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	140

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2019

États Membres <i>Member States</i>	Barème ONU		Contribution nette
	2016-2018		pour 2019
	<i>UN Scale for</i>	<i>Net contribution</i>	<i>for 2019</i>
	<i>2016-2018</i>		
Afrique du Sud / South Africa	*	0,364	56 306
Allemagne / Germany		6,389	901 925
Arabie saoudite / Saudi Arabia		1,146	161 779
Argentine / Argentina		0,892	125 922
Australie / Australia		2,337	329 911
Autriche / Austria		0,720	101 641
Belgique / Belgium		0,885	124 934
Bésil / Brazil		3,823	539 687
Bulgarie / Bulgaria	*	0,045	56 306
Canada		2,921	412 353
Chili / Chile		0,399	56 326
Chine / China		7,921	1 118 195
Colombie / Colombia	*	0,322	56 306
Croatie / Croatia	*	0,099	56 306
Danemark / Denmark		0,584	82 442
Égypte / Egypt	*	0,152	56 306
Espagne / Spain		2,443	344 875
États-Unis d'Amérique / United States of America	*	22,000	1 130 912
Fédération de Russie / Russian Federation		3,088	435 928
Finlande / Finland		0,456	64 373
France		4,859	685 937
Grèce / Greece		0,471	66 490
Hongrie / Hungary	*	0,161	56 306
Inde / India		0,737	104 041
Indonésie / Indonesia		0,504	71 149
Irak / Iraq	*	0,129	56 306
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)		0,471	66 490
Irlande / Ireland	*	0,335	56 306
Israël / Israel		0,430	60 702
Italie / Italy		3,748	529 099
Japon / Japan	*	9,680	1 130 912
Kazakhstan	*	0,191	56 306
Kenya	*	0,018	56 306
Malaisie / Malaysia	*	0,322	56 306
Mexique / Mexico		1,435	202 577
Norvège / Norway		0,849	119 852
Nouvelle-Zélande / New Zealand	*	0,268	56 306
Pakistan	*	0,093	56 306
Pays-Bas / The Netherlands		1,482	209 212
Pologne / Poland		0,841	118 723
Portugal	*	0,392	56 306
République de Corée / Republic of Korea		2,039	287 842
République tchèque / Czech Republic	*	0,344	56 306
Roumanie / Romania	*	0,184	56 306
Royaume-Uni / United Kingdom		4,463	630 035
Serbie / Serbia	*	0,032	56 306
Singapour / Singapore		0,447	63 102
Slovaquie / Slovakia	*	0,160	56 306
Suède / Sweden		0,956	134 957
Suisse / Switzerland		1,140	160 932
Thaïlande / Thailand	*	0,291	56 306
Tunisie / Tunisia	*	0,028	56 306
Turquie / Turkey		1,018	143 709
Uruguay	*	0,079	56 306
Totaux / Total[†]			11 899 393
États ayant adhéré après la 25 ^e réunion de la CGPM (2014)			
<i>States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)</i>			
Lituanie / Lithuania	*	0,072	56 306
Émirats arabes unis / United Arab Emirates		0,604	85 266
Slovénie / Slovenia	*	0,084	56 306
Monténégro / Montenegro	*	0,004	56 306
Ukraine	*	0,103	56 306
Totaux / Total			12 209 883

* État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / *Member State paying the maximum or minimum contribution*

[†] Le total est inférieur à celui approuvé pour la dotation de 2019 en raison de la décision d'exclure la République bolivarienne du Venezuela / *The total is less than the agreed dotation for 2019 because of the decision to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela.*

9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES OF THE CGPM FOR 2019

États et Entités économiques Associés <i>Associate States and Economies</i>	Barème ONU 2016-2018	Coefficient BIPM effectif pour 2019	Souscription nette pour 2019
	<i>UN Scale 2016-2018</i>	<i>BIPM effective coefficient for 2019</i>	<i>Net subscription for 2019</i>
	%	%	(Euros)
États Associés / Associate States			
Albanie / Albania	0,008	0,100	11 980
Azerbaïdjan / Azerbaijan	0,060	0,100	11 980
Bangladesh	0,010	0,100	11 980
Bélarus / Belarus	0,056	#	50 675
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	0,012	0,100	11 980
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	0,013	0,100	11 980
Botswana	0,014	0,100	11 980
Costa Rica	0,047	#	50 675
Cuba	0,065	#	50 675
Équateur / Ecuador	0,067	#	50 675
Estonie / Estonia	0,038	#	42 936
Éthiopie / Ethiopia	0,010	0,100	11 980
Ex-Rép. Youg. de Macédoine / Former Yug. Rep. of Macedonia	0,007	0,100	11 980
Géorgie / Georgia	0,008	0,100	11 980
Ghana	0,016	0,100	11 980
Jamaïque / Jamaica	0,009	0,100	11 980
Koweït / Kuwait	0,285	0,336	40 221
Lettonie / Latvia	0,050	#	50 675
Luxembourg	0,064	0,100	11 980
Malte / Malta	0,016	0,100	11 980
Maurice / Mauritius	0,012	0,100	11 980
Mongolie / Mongolia	0,005	0,100	11 980
Namibie / Namibia	0,010	0,100	11 980
Oman	0,113	0,133	15 980
Ouzbékistan / Uzbekistan	0,023	0,100	11 980
Panama	0,034	#	50 675
Paraguay	0,014	0,100	11 980
Pérou / Peru	0,136	#	44 387
Philippines	0,165	#	45 207
Qatar	0,269	0,318	38 040
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	0,024	0,100	11 980
République de Moldova / Republic of Moldova	0,004	0,100	11 980
Seychelles	0,001	0,100	11 980
Soudan / Sudan	0,010	0,100	11 980
Sri Lanka	0,031	0,100	11 980
Tanzanie / Tanzania	0,010	0,100	11 980
Viet Nam	0,058	#	50 675
Zambie / Zambia	0,007	0,100	11 980
Zimbabwe	0,004	0,100	11 980
Totaux / Total			892 978
Éntités économiques Associées / Associate Economies			
Hong Kong, Chine / Hong Kong (China)	0,224	*	31 676
Taipei chinois / Chinese Taipei	0,378	*	53 454
CARICOM	0,057	**	8 060
Totaux / Total			93 190

Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion.
Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting

* Calculé à partir des données du PIB ; Calculated from GDP data

** Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM.
Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States.

10. — 2018 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2018 financial statements

Period ended December 31st, 2018

To the members of the International Committee for Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2018.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2018, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

*Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2018 financial statements*

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2018, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 31st, 2019
KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2018	31 December 2017
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	14 813	14 223
Non-current assets		14 813	14 223
Current assets			
Plan assets	9	888	508
Other receivables	10	11	6
Cash and cash equivalent	9	1 157	2 873
Current assets		2 056	3 387
Total Assets		16 869	17 610
Net Assets			
Net result for the period		7 186	315
Change in fair value		1 546	2 196
Other reserves		(109 630)	(109 945)
Net Assets		(100 898)	(107 434)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	111 777	119 298
Present value of retirement non-vested benefits	8	2 745	2 510
Non-current liabilities		114 522	121 808
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 154	3 155
Other debtors	11	89	80
Current liabilities		3 243	3 235
Total Liabilities		117 765	125 043

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2018	2017
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 550	2 800
Contributions from BIPM staff members	6	595	555
Investment income	9	114	201
Other operating income	12	32	548
Total operating revenue		3 291	4 104
Operating expenses			
Pensions	7	3 219	3 185
Change in pension provision	8	(7 288)	(8)
Other operating expenses	13	174	612
Total operating expenses		(3 895)	3 789
Result from operating activities		7 186	315
Financial expenses			
Result from ordinary activities		7 186	315
Net result for the period		7 186	315

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Allocation of prior period net result	18 200		(18 200)
Change in fair value		96	
Net result for the period	315		
Balance at 31 December 2017	315	2 196	(109 945)
Allocation of prior period net result	(315)		315
Change in fair value		(650)	
Net result for the period	7 186		
Balance at 31 December 2018	7 186	1 546	(109 630)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2018	2017
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 550	2 650
Contributions from BIPM staff members		592	551
Pensions		(3 242)	(3 098)
Other operating expenses		(143)	(688)
Total cash flows from operating activities		(243)	(585)
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(1 687)	(1 705)
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		100	4 130
Investment income		114	201
Total cash flows from investing activities		(1 473)	2626
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(1 716)	2 041
Cash and cash equivalent at the beginning of period		2 873	832
Cash and cash equivalent at the end of period	9	1 157	2 873

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2018 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2018 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2014, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 2 800 thousand Euros in 2017 and 2 550 thousand Euros in 2018.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution is deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status. The contribution rate amounts to 11.5 %* for staff recruited before 1 January 2017 and to 15 % for staff recruited as of 1 January 2017. The contribution rate was equivalent to 10 % for all staff members until 31 December 2016. The contribution amounted to 595 thousand Euros in 2018 and 555 thousand Euros in 2017.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2018	31 December 2017
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	46	50
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	24	21
Total number of staff	70	71

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 3 185 thousand Euros in 2017 and 3 219 thousand Euros in 2018.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2018	31 December 2017
Retirement pensions	56	56
Reversion pensions	12	12
Deferred pensions	7	6
Orphans' pensions	3	3
Invalidity allowances	1	1
Total number of pensions served	79	78

* Note added for information: 11.5 % for 2017, 12.5 % for 2018

Note 8 Pension provision

	31 December 2018	31 December 2017
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non-current)	60 707	61 662
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	3 154	3 155
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	51 070	57 637
	<hr/>	<hr/>
Present value of vested retirement benefits	114 931	122 454
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	2 745	2 510
	<hr/>	<hr/>
Pension provision	117 676	124 964
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	4 326	4 286
Interest costs	1 582	1 581
Benefits paid	(3 215)	(3 394)
Actuarial (Gains) losses	(9 981)	(2 481)
	<hr/>	<hr/>
Change in pension provision	(7 288)	(8)
<i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1,1806 (2019)	1,540 (2018)
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.6 %	1.3 %
	1.5% + BIPM point revalorization (2018)	1.5% in 2018 + BIPM point revalorization of 1 % (2018)
Annual salary increase		
Inflation rate (long term)	1.8 %	1.8 %
<i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGF/TGH05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
<i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2017:

Using a discount rate at 1.05 %, the total liability would have amounted to 131 939 thousand Euros instead of 124 964 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2017 using a discount rate at 1.30 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.55 %, the total liability would have amounted to 118 542 thousand Euros.

- At 31 December 2018:

Using a discount rate at 1.35 %, the total liability would have amounted to 123 991 thousand Euros instead of 117 676 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2018 using a discount rate at 1.30 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.85 %, the total liability would have amounted to 111 848 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2018	Total 31 December 2017
Cash	1 135	2 801
Cash equivalent	22	72
Total	1 157	2 873

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2018	Total 31 December 2017
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	7 263	7 916
- United States of America		
- Japan		
- Asia other than Japan	637	663
- Others		
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	7 900	8 579
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield		
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	0	0
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	7 801	6 152
- OAT 2009-2019, 4.25 %	887	929
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 525	1 257
- OAT 0,5 % 15-25052025	1 588	1 586
- Europe outside Euro zone	0	0
- United States of America	0	0
<i>Total Bonds</i>	7 801	6 152
Total	15 701	14 731

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2018	Total 31 December 2017
Bonds	6 913	5 644
Other financial instruments	7 900	8 579
Non-current	14 813	14 223
Bonds	888	508
Current	888	508
Total	15 701	14 731

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2018	Total 31 December 2017
	7 801	6 152
1-3 years	13.99 %	18.44 %
4-5 years	0.00 %	0.00 %
6-7 years	31.66 %	0.00 %
8-10 years	27.13 %	51.39 %
> 10 years	27.21 %	30.17 %
Total	100.00 %	100.00 %

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Mutual investment funds (shares)		
Bonds	114	201
Cash equivalent	0	0
Cash		
Total Investment income	114	201

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Transactions with the BIPM		
Income receivables	11	6
Total Other receivables	11	6

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2018	31 December 2017
Pensions to be paid		
Leaving allowance		
Transactions with the BIPM	65	65
Total Other debtors	65	65

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Change in fair value	0	595
Gain on asset disposal	32	
Foreign currency conversion gains	0	0
Total Other operating income	32	595

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2018	12 months ended 31 December 2017
Foreign currency conversion loss	5	92
Other operating expenses	170	520
Total Other operating expenses	175	612

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

AQSIQ	General Administration of Quality Supervision, Inspection and Quarantine (China)
BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CARICOM	Caribbean Community
CBKT	Capacity Building and Knowledge Transfer
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
EBITDA	Earnings Before Interest Depreciation and Amortization
GBP	British Pound
GDP	Gross Domestic Product
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILC	International Liaison and Communication Department
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
METAS	Federal Institute of Metrology (Switzerland)
NIM	National Institute of Metrology (China)
NMIJ/AIST	National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology (Japan)
NPL	National Physical Laboratory (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

T. USUDA

Tsukuba

17 juin 2019

Le Président

W. LOUW

Pretoria

17 juin 2019

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

T. USUDA

Tsukuba

17 June 2019

The President

W. LOUW

Pretoria

17 June 2019
